

2008-09-18

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les revenus et le solde de financement des particuliers et des sociétés

(Article publié dans la Revue économique de septembre 2008)

Le présent article part du constat que l'économie belge a été caractérisée ces cinq dernières années par un recul sensible de la part des salaires dans le PIB, avec comme principal corollaire l'importance croissante de l'excédent d'exploitation. Il se penche ensuite sur la redistribution des revenus entre les secteurs institutionnels et sur l'usage que les particuliers et les sociétés font de leurs revenus. Ces analyses reposent sur les données des comptes nationaux, qui retracent de façon systématique les différentes phases du processus économique.

L'analyse des revenus primaires résultant de la production intérieure fait notamment apparaître que les sociétés génèrent la plus grande valeur ajoutée. En 2006, elles ont affecté 60,6 p.c. de celle-ci à la rémunération de leurs employés, une proportion qui s'élevait encore à 64,3 p.c. en moyenne au cours de la période 1995-2002. Les administrations publiques, quant à elles, créent la plus petite valeur ajoutée, qu'elles utilisent en majeure partie pour payer des salaires (88 p.c. en 2006 contre 86,1 p.c. en 1995). S'agissant des particuliers, c'est-à-dire tant les travailleurs indépendants que les propriétaires de logements, seuls 10,6 p.c. de leur valeur ajoutée y ont été consacrés en 2006.

Bien qu'il existe plusieurs définitions de la part salariale produisant des résultats nettement différents en termes de niveau, celles-ci affichent des évolutions globalement similaires. Ainsi, elles font toutes apparaître une relative stabilité durant la seconde moitié des années 1990, suivie d'une légère hausse et, ensuite, d'un recul quelque peu plus marqué de 2003 à 2005. La part salariale n'a guère varié ces deux dernières années. Le recul observé de 2003 à 2005 reflète en partie l'évolution de la conjoncture. En réaction au ralentissement de l'activité survenu en 2001 et en 2002, les sociétés ont en effet cherché à réduire leurs coûts salariaux en procédant à des restructurations et en imposant une modération salariale. De plus, comme dans la plupart des autres pays membres de la zone euro, le recul récent de la part salariale peut également être considéré comme un prolongement du mouvement baissier amorcé au début des années 1980. Dans la littérature, cette tendance à la baisse de la part salariale est souvent mise en relation avec des développements structurels, tels que la mondialisation, qui a élargi l'offre mondiale de main-d'œuvre, les progrès technologiques, qui ont renforcé l'intensité capitaliste du processus de production, et l'importance croissante des branches de services, qui se caractérisent par une part salariale moins élevée. Si de tels développements ne peuvent être évités, les responsables politiques peuvent veiller à un accompagnement optimal de ceux-ci, en particulier en définissant un cadre macroéconomique robuste et stable, soutenu par des marchés des produits et du travail efficaces.

Néanmoins, les salaires ne sont pas la seule catégorie de revenus des particuliers à s'être amoindrie par rapport au PIB. Depuis 1995, le revenu disponible brut des particuliers a presque continuellement présenté une croissance moins élevée que celle du PIB. Cette évolution tient en grande partie au recul tendanciel du revenu net d'intérêts en pourcentage du PIB, qui reflète pour sa part la diminution des taux d'intérêt. La tendance à la baisse du revenu disponible des particuliers exprimé en pourcentage du PIB ne signifie toutefois pas pour autant que celui-ci a également diminué en termes absolus. Il a en effet progressé de 3 p.c. en moyenne par an entre 1995 et 2007. En termes réels, c'est-à-dire en tenant compte de l'évolution de l'inflation mesurée au moyen du déflateur des dépenses de consommation finale des particuliers, le revenu disponible a crû en moyenne de 1,1 p.c. par an. Ce rythme moyen positif masque toutefois le fait que le revenu disponible s'est également contracté en termes absolus au cours de certaines années ou pour certaines catégories de la population.

Tout comme le revenu disponible brut en pourcentage du PIB, les dépenses de consommation finale des particuliers rapportées au PIB tendent, elles aussi, à se réduire, quoique d'une manière beaucoup moins prononcée. Le recul du revenu disponible brut des particuliers en pourcentage du PIB s'est dès lors également accompagné d'une diminution du taux d'épargne, qui s'est contracté de 20 p.c. du revenu disponible en 1995 à 12,2 p.c., soit son niveau le plus bas, en 2005, avant de se redresser légèrement. Le solde de financement des particuliers n'a toutefois pas affiché une pareille reprise. En effet, si les particuliers consomment, ils investissent également, essentiellement sous la forme de construction et de rénovation de logements. Depuis 2004, sous l'effet conjugué de la faiblesse des taux d'intérêt hypothécaires et de la flambée des prix de l'immobilier, les particuliers ont fortement accru leurs dépenses d'investissement. Celles-ci ont donné lieu à un nouveau recul de leur solde de financement, qui s'est établi à moins de 1 p.c. du PIB au cours des trois dernières années.

Le principal corollaire de la récente baisse de la part salariale réside dans la hausse sensible de l'excédent brut d'exploitation des sociétés, qui constitue la plus importante source de revenus de ces dernières. Cette hausse n'est toutefois pas allée de pair avec une augmentation proportionnelle de leur solde de financement. En effet, les sociétés ont payé davantage d'impôts sur le revenu et sur le patrimoine. Leurs dépenses d'investissement se sont en outre accrues plus rapidement que le PIB. Les sociétés ont également versé plus de dividendes nets aux autres secteurs en pourcentage du PIB qu'en moyenne au cours de la période 1995-2000, même si elles en avaient versés plus encore de 2001 à 2003. Dans l'ensemble, la forte progression du bénéfice des sociétés a donc également profité aux particuliers. Ceci étant, le solde de financement des sociétés a constamment augmenté, atteignant en moyenne 2,4 p.c. du PIB au cours des trois dernières années. Bien que partiellement attribuable à un mouvement de rattrapage consécutif au recul observé de 1998 à 2001, l'amélioration enregistrée récemment n'en reste pas moins significative. En conséquence, les sociétés ont progressivement pu recourir davantage à des ressources internes pour financer leurs investissements et poursuivre ainsi l'assainissement de leurs bilans.